

## Djemaï charge de nouveau Bouchareb

©  
APS



La guerre entre le président de l'APN, Mouad Bouchareb, et le secrétaire général du FLN, Mohamed Djemaï, n'est pas près de connaître une trêve. Le SG du FLN veut la tête de Bouchareb et par n'importe quel moyen. Hier encore, Mohamed Djemaï a chargé le président de l'APN lors d'une rencontre avec les députés du parti. "Il a pris illégalement le parti", a-t-il accusé ajoutant que Mouad Bouchareb obéissait aux ordres qu'on lui donnait par téléphone. La charge de Djemaï contre Bouchareb ne s'arrête pas en si bon chemin. Le SG du FLN accuse le président de l'APN de s'accrocher à son poste "pour ses propres intérêts". "Il veut diviser le groupe parlementaire pour bénéficier des avantages du poste du président de l'APN", a encore dit Djemaï, appelant, à l'occasion, les députés et les sénateurs du FLN "à s'unir pour contrecarrer toute tentative de saborder le parti".

Dans son réquisitoire contre le président de l'APN, Mohamed Djemaï a ajouté que Bouchareb "tente de créer la zizanie au sein du parti", soulignant que lors de la dissolution de toutes les instances du parti, "il (Bouchareb, ndlr) a participé à une manœuvre très dangereuse contre le FLN". "Nous lui demandons juste de se retirer comme le demande également la rue", a ajouté Djemaï, accusant encore Bouchareb d'avoir choisi le silence "alors que des individus complotaient contre l'état-major de l'armée en préparant un putsch". Mohamed Djemaï fait allusion à la fameuse réunion du 30 mars dont les deux généraux Tartag et Toufik, Saïd Bouteflika et Louisa Hanoune ont été arrêtés et accusés de complot contre l'autorité de l'État et contre l'armée. Pour Djemaï, Mouad Bouchareb devait réagir "à ces manœuvres", mais "il ne l'a même pas fait à travers un communiqué".

Donnant la parole aux députés présents, Nadia Labidi a estimé dans son intervention que le FLN "doit faire une

rupture avec les anciennes pratiques qui se faisaient contre la volonté des élus et des militants”. Elle a souligné que “les coups d’État et les putschs doivent cesser au sein du FLN”. L’ancienne ministre de la Culture a appelé, sur un autre volet, “à la réconciliation entre les enfants du parti”. Sur un autre volet, Mohamed Djemaï n’a pas manqué de faire son mea-culpa au nom de son parti.

Il a estimé que la crise que vit le pays et la mauvaise gestion qui a caractérisé le règne, notamment de Bouteflika, “ne peuvent être imputées au seul FLN”. “Nous étions certes la majorité, mais nous n’étions pas l’Exécutif”, a-t-il encore essayé de justifier. Abordant l’actualité nationale, Mohamed Djemaï a réitéré son opposition à “une période de transition”, considérant que l’Algérie “est un pays doté de lois et de la Constitution”, selon lesquelles, pense-t-il, “la crise sera réglée”. “Nous sommes pour des élections libres et transparentes”, a-t-il appelé, précisant que seules des élections libres “traduiront la volonté et la souveraineté du peuple”.

**Mohamed Mouloudj**